

3 0 -06- 2003

11-09-2003

NR.  
N°

67444/10/207

## Formation syndicale

CCT relative à la formation syndicale, conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 10 juin 2003.

### Champ d'application

**Article 1.** - La présente CCT s'applique aux employeurs des entreprises ressortissant à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et aux employés dont les fonctions sont reprises dans la classification des fonctions fixée par cette commission paritaire.

**Article 2.** - La présente CCT règle l'application de l'article 7 de l'accord interprofessionnel du 15 juin 1971 concernant la formation syndicale.

### Organisation de la formation syndicale

**Article 3.** - En vue de participer à des cours de formation ou de perfectionnement organisés par les organisations syndicales représentatives, les membres effectifs ou suppléants des conseils d'entreprise, des comités pour la prévention et la protection au travail et des délégations syndicales, à concurrence de 200 délégués maximum par an pour l'industrie chimique, sont autorisés à participer aux dits cours pendant 12 jours maximum sur deux ans. Le chiffre 200 précité est une seule fois, uniquement et seulement pour l'année des élections sociales, c'est-à-dire l'année 2004, porté à 250.

Ces absences ne peuvent pas être supérieures à 6 fois deux jours ou 4 fois trois jours par participant, sauf dérogation accordée par l'employeur dans la limite des douze jours biennaux.

L'effectif précité de 200 participants, porté à l'effectif précité de 250 participants uniquement et seulement pour l'année 2004, est réparti de commun accord entre les organisations syndicales signataires.

### Article 4.

- a) Les organisations syndicales signataires communiqueront à la Fédération des industries chimiques, au moins deux semaines avant le début des cours, les noms des participants et des entreprises où ils sont occupés.
- b) Les organisations syndicales avertiront les employeurs par écrit des dates d'absence de leurs membres au moins deux semaines à l'avance.
- c) L'employeur répondra dans un délai de deux semaines, à dater de la réception de la lettre de demande recevable de participation à un cours de formation ou de perfectionnement syndical.
- d) Eu égard aux problèmes d'organisation du travail et en vue d'éviter au maximum toute perte de production, les organisations syndicales veilleront à éviter qu'un trop grand nombre de leurs membres d'une même entreprise ne soient désignés en même temps en vue de suivre ensemble les cours de formation.

Par ailleurs, elles faciliteront le remplacement des employés absents. Certaines circonstances, telles l'absence d'autres employés au même poste de travail, peuvent rendre l'absence impossible sous peine de désorganiser la bonne marche de l'entreprise. Dans ce cas, l'employeur informera l'organisation syndicale intéressée et facilitera le remplacement du délégué empêché.

L'organisation syndicale intéressée communique le nom du nouveau participant au moins une semaine à l'avance.

8

Les litiges qui pourraient naître à ce sujet entre l'employeur et les délégués syndicaux ou les organisations syndicales feront l'objet d'une intervention de bons offices entre la Fédération des industries chimiques et l'organisation syndicale intéressée.

- e) Les délégués qui sont invités à assister à ces journées de formation prouveront, par un document justificatif, qu'ils y ont effectivement participé.

**Article 5. -**

- a) Chaque année, les organisations syndicales communiquent l'agenda des cycles de formation à la Fédération des industries chimiques, quel que soit le niveau auquel ceux-ci sont organisés.
- b) La formation économique et sociale doit permettre aux représentants des employés d'acquérir des connaissances complémentaires utiles à leur mission au sein de l'entreprise et cela dans l'intérêt de toutes les parties.

**Article 6. -**

- a) Les représentants des employés, à concurrence d'un délégué maximum par unité technique d'exploitation et par organisation syndicale signataire, peuvent s'absenter une fois par an pendant une journée pour assister à un congrès syndical organisé par les organisations syndicales signataires.
- b) Les membres des comités nationaux ont la faculté de s'absenter de leur travail afin de participer aux réunions des comités nationaux organisés par les organisations syndicales signataires.
- Ces absences ne peuvent dépasser quatre jours de travail par an.
- c) En ce qui concerne les congrès syndicaux, les organisations syndicales s'engagent à avertir par écrit les employeurs concernés au moins deux semaines à l'avance et au moins sept jours à l'avance pour les réunions des comités nationaux.

**Article 7. -** Pour les absences visées aux articles 3 et 6, les intéressés toucheront la rémunération qu'ils auraient normalement perçue s'ils avaient travaillé.

**Financement de la formation syndicale des représentants des employés et de la prime syndicale**

**Article 8. -** Une réserve financière est constituée avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 1996 ayant pour but le financement de la formation syndicale des représentants des employés de l'industrie chimique à concurrence d'un montant maximal de 99.157 euros par année civile pour les années civiles 2001 et 2002 ; pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2003 au 31 décembre 2003, le montant maximal précité reste fixé à 99.157 euros. Le montant précité de 99.157 euros est, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, porté à 111.500 euros par année civile.

A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2003, cette réserve financière assure en outre la couverture d'une partie de la cotisation annuelle des syndiqués parmi les employés visés à l'article 1 de la présente CCT, et ce à concurrence d'un montant de 1.586.500 euros par an ; à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2004, le montant précité est porté à 1.673.300 euros par an.

D

**Article 9.** - La réserve financière visée à l'article 8 est constituée par une cotisation annuelle versée par les employeurs visés à l'article 1<sup>er</sup>.

**Article 10.** - La Fédération des industries chimiques de Belgique est chargée de recueillir les cotisations visées à l'article 8.

Ces sommes sont versées à un compte bancaire désigné par la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique.

**Article 11.** - Un groupe de travail composé paritairement de cinq délégués des organisations syndicales et de cinq représentants des employeurs membres de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique est instauré par la Commission paritaire précitée. La présidence en est assumée par le président de cette Commission paritaire.

Ce groupe de travail est chargé d'examiner les différentes affectations proposées des avantages prévus, ainsi que toute question relative à l'application de la présente convention collective de travail, notamment le contrôle de l'affiliation aux organisations syndicales, etc.

**Article 12.** - Les organisations syndicales représentées au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique font connaître au groupe de travail, après concertation, la clé de répartition entre elles de la réserve financière.

**Article 13.** - L'octroi d'un avantage aux employés syndiqués, réglé par la présente convention collective de travail, exclut toute revendication dans ce domaine sur le plan des entreprises et du secteur, et est subordonné au respect de la paix sociale dans les entreprises visées à l'article 1<sup>er</sup> de la présente convention collective de travail.

### **Dispositions finales**

**Article 14.** - La présente CCT remplace la CCT relative à la formation syndicale des employés conclue au sein de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique le 1<sup>er</sup> juillet 2001 (A.R. du 17 juin 2001 ; M.B. du 6 août 2002).

**Article 15.** - La présente CCT entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2003 et est conclue pour une durée indéterminée.

Les dispositions de la présente CCT peuvent être dénoncées par chaque partie au plus tôt le 1<sup>er</sup> octobre 2004 moyennant le respect d'un délai de préavis de trois mois, notifié par lettre recommandée adressée au président de la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique. Ce délai de trois mois prend cours à partir de la date à laquelle la lettre recommandée est envoyée au président, le cachet de la poste faisant foi. Le président informe les parties de cette dénonciation.

La présente CCT sera déposée au greffe de l'Administration des relations collectives de travail du Service public fédéral Emploi, Travail et Concertation sociale et la force obligatoire par arrêté royal sera demandée.

3 0 -06- 2003

11 -09- 2003

NR.  
N°

67444 / 10/2007

## Syndicale vorming

CAO betreffende de syndicale vorming, gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundigenijverheid op 10 juni 2003.

### Toepassingsgebied

**Artikel 1.** - Deze CAO is van toepassing op de werkgevers van de ondernemingen die ressorteren onder de bevoegdheid van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en op de bedienden waarvan de functies zijn opgenomen in de classificatie der functies, vastgesteld door dit paritair comité.

Artikel 2. - Deze CAO regelt de toepassing van artikel 7 van het interprofessioneel akkoord van 15 juni 1971 over de syndicale vorming.

### Organisatie van de syndicale vorming

**Artikel 3.** - Met het oog op de deelneming aan opleidings- of vervolmakingscursussen, ingericht door de representatieve syndicale organisaties, zijn de effectieve of plaatsvervangende leden van de ondernemingsraden, van de comités voor preventie en bescherming op het werk en van de syndicale delegaties, ten belope van ten hoogste 200 afgevaardigden per jaar voor de chemische nijverheid, gemachtigd gedurende ten hoogste 12 dagen per 2 jaar aan genoemde cursussen deel te nemen. Laatstgenoemd cijfer 200 wordt eenmalig, enkel en alleen voor het jaar van de sociale verkiezingen, d.w.z. het jaar 2004, op 250 gebracht.

Die afwezigheden mogen niet langer duren dan 6 maal twee dagen of dan 4 maal drie dagen per deelnemer, behalve afwijking toegeestaan door het ondernemingshoofd binnen de grens van de twaalf tweejaarlijkse dagen.

Het voornoemd effectief van 200 deelnemers, eenmalig gebracht op het voornoemd effectief van 250 deelnemers voor het jaar 2004, wordt bij gemeenschappelijk akkoord tussen de ondertekenende syndicale organisaties verdeeld.

### Artikel 4. -

- De ondertekenende syndicale organisaties zullen aan de Federatie van de chemische industrie ten minste twee weken voor de cursus de namen van de deelnemers laten kennen alsmede de ondernemingen waar zij tewerkgesteld zijn.
- De syndicale organisaties dienen de werkgevers schriftelijk, ten minste twee weken vooraf, de data mede te delen waarop hun leden afwezig zullen zijn.
- Een termijn van twee weken vanaf de datum van ontvangst van de brief wordt vastgelegd waarin de werkgever zal antwoorden op een ontvankelijke aanvraag tot het bijwonen van een syndicale opleidings- en/of vervolmakingscursus.
- Gezien de problemen in verband met de organisatie van het werk en om elk productieverlies zoveel mogelijk te vermijden, dienen de syndicale organisaties er voorte zorgen te voorkomen dat een te groot aantal van hun leden van éénzelfde onderneming tegelijk zouden aangewezen worden om samen opleidingscursussen te volgen.

Zij zullen de vervanging van de afwezige leden trouwens vergemakkelijken. Sommige omstandigheden, zoals de afwezigheid van andere bedienden op dezelfde werkpost, kunnen de afwezigheid onmogelijk maken, op gevaar af dat de goede gang van de onderneming zou ontwricht worden. In dat geval zal de werkgever de geïnteresseerde syndicale organisatie

verwittigen en de vervanging van de verhinderde afgevaardigde vergemakkelijken. De geïnteresseerde vakbond deelt minstens één week voor de aanvang van de cyclus de naam van de nieuwe deelnemer mede.

In de geschillen die daarover tussen de werkgever en de syndicale afgevaardigden of de syndicale organisaties zouden kunnen ontstaan, zal door de Federatie van de chemische industrie en de betrokken syndicale organisaties bemiddeld worden.

- e) De afgevaardigden die verzocht worden die vormingsdagen bij te wonen, dienen aan de hand van een bewijsstuk aan te tonen dat zij er werkelijk aan deelgenomen hebben.

**Artikel 5. -**

- a) De syndicale organisaties delen aan de Federatie van de chemische industrie de agenda mee van elke vormingscyclus, op welk niveau deze vorming ook ingericht wordt.
- b) De economische en sociale vorming moet de vertegenwoordigers van de bedienden de gelegenheid bieden aanvullende kennis op te doen die nuttig is voor hun opdracht in de schoot van de onderneming, en dat in het belang van alle partijen.

**Artikel 6. -**

- a) De vertegenwoordigers van de bedienden mogen, ten belope van ten hoogste één afgevaardigde per technische bedrijfseenheid en per ondertekenende syndicale organisatie, éénmaal per jaar gedurende één dag wegblijven om een syndicaal congres bij te wonen dat door de ondertekenende syndicale organisaties ingericht wordt.
- b) De leden van de nationale comités mogen afwezig zijn om deel te nemen aan de vergaderingen van die comités, ingericht door de ondertekenende syndicale organisaties.  
Deze afwezigheden mogen in het totaal de 4 werkdagen per jaar niet overschrijden.
- c) Wat de syndicale congressen betreft verbinden de syndicale organisaties er zich toe de betrokken werkgevers ten minste twee weken vooraf, schriftelijk daarvan op de hoogte te brengen en ten minste zeven dagen te voren voor de vergaderingen der nationale comités.

Artikel 7. - Voor de afwezigheden, vermeld in de artikels 3 en 6, zullen de betrokkenen de bezoldiging ontvangen die ze normaal zouden getrokken hebben indien zij gewerkt hadden.

**Financiering van de syndicale vorming van de afgevaardigden van de bedienden en van de syndicale premie**

**Artikel 8. -** Met ingang van 1 januari 1996 wordt een financiële reserve samengesteld met het doel de syndicale vorming van de vertegenwoordigers van de bedienden van de scheikundige nijverheid te financieren, tot een maximumbedrag van 99.157 euro per kalenderjaar voor de kalenderjaren 2001 en 2002 ; voor de periode van 1 januari 2003 tot en met 31 december 2003 blijft het voornoemd maximumbedrag vastgelegd op 99.157 euro. Met ingang van 1 januari 2004 wordt het laatstgenoemd bedrag van 99.157 euro op 111.500 euro gebracht per kalenderjaar.

Met ingang van 1 januari 2003 zorgt deze financiële reserve bovendien voor de dekking van een gedeelte van de jaarlijkse bijdrage van de gesyndiceerden onder de in artikel 1 van deze CAO bedoelde bedienden, ten belope van 1.586.500 euro per jaar; vanaf 1 januari 2004 wordt het laatstgenoemd bedrag gebracht op 1.673.300 euro per jaar.

18

**Artikel 9.** - De financiële reserve bedoeld in artikel 8 wordt samengesteld door een jaarlijkse bijdrage, gestort door de werkgevers bedoeld in artikel 1.

**Artikel 10.** - De Federatie van de chemische industrie van België wordt belast met het innen van de in artikel 8 bedoelde bijdragen.

Deze bedragen worden op een door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid aangeduide bankrekening gestort.

**Artikel 11.** - Door het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid wordt een werkgroep opgericht, paritair samengesteld uit vijf afgevaardigden van de syndicale organisaties en uit vijf vertegenwoordigers van de werkgevers, leden van het voornoemd paritair comité. Het voorzitterschap ervan wordt waargenomen door de voorzitter van dit paritair comité.

Deze werkgroep wordt belast met het nazicht van de verschillende voorgestelde toepassingen van de voorziene voordelen, alsmede elke kwestie betreffende de toepassing van deze CAO, namelijk de controle op de aansluiting bij de vakorganisaties, enz. te onderzoeken.

**Artikel 12.** - De vakorganisaties vertegenwoordigd in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid laten aan de werkgroep, na onderling overleg, de wijze van verdeling onder hen van de financiële reserve kennen.

**Artikel 13.** - Het toekennen van een voordeel aan de gesyndiceerde bedienden, geregeld door deze CAO, sluit op dit gebied elke eis op het niveau van de ondernemingen en de sector uit, en is ondergeschikt aan de naleving van de sociale vrede in de ondernemingen bedoeld in artikel 1 van deze CAO.

### **Slotbepalingen**

**Artikel 14.** - Deze CAO vervangt de CAO betreffende de syndicale vorming gesloten op 10 juli 2001 (K.B. 17 juni 2001; B.S. 6 augustus 2002) in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid.

**Artikel 15.** - Deze CAO treedt in werking op 1 januari 2003 en is gesloten voor onbepaalde duur.

De bepalingen van deze CAO kunnen door elk der partijen worden opgezegd ten vroegste op 1 oktober 2004 en mits een opzeggingstermijn van drie maanden, betekend bij een ter post aangetekende brief, gericht aan de voorzitter van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid. De termijn van drie maanden begint te lopen vanaf de datum waarop de aangetekende brief aan de voorzitter wordt toegezonden. De poststempel geldt als bewijs. De voorzitter stelt de partijen op de hoogte van deze opzegging.

Deze CAO zal worden neergelegd ter griffie van de Administratie van de collectieve arbeidsbetrekkingen van de Fédérale Overheidsdienst Werkgelegenheid, Arbeid en Sociaal Overleg en de algemeen verbindende kracht wordt gevraagd.